

Cent ans de direction(s)

Si le poste de directeur de la gendarmerie fut créé le 29 octobre 1920, la naissance de la direction de l'Arme peut être située au 22 juillet 1921, date de la loi de finances qui officialisa l'installation d'un état-major de la gendarmerie. Pour autant, cette institution, aujourd'hui centenaire, n'a pas été créée *ex nihilo* : l'inspection générale sous le Premier Empire, étudiée par Aurélien Lignereux, tout comme les diverses expériences conduites sous la Troisième République, objets des travaux pionniers de Xavier Borda, la préfiguraient en grande partie.

C'est cependant au sortir de la Première Guerre mondiale, dans le sillage de profondes réformes de l'Arme et dans le dessein de les conduire, que le Président du Conseil Georges Clemenceau prit la décision, longtemps évoquée et remise, de pourvoir finalement d'une tête « le corps le plus utile à la Nation », comme l'avait qualifié, plus d'un siècle plus tôt, le cahier de doléances d'Étampes.

Ce siècle écoulé ne va pas sans périodes de crises : en 1933, ce récent état-major, malgré – ou à cause ? – de ses grandes réalisations, est ramené aux proportions d'une sous-direction, comme le rappelle Edouard Ebel. À l'inverse, s'il est érigé en direction générale, dix ans plus tard, ainsi que le retrace Luc Demarconnay, c'est à la demande d'un gouvernement collaborationniste. Pourtant, la longue marche de la direction, ponctuée de questions sur la nature de son directeur – civil ou militaire – et de sa tutelle – la Défense ou l'Intérieur ? –, résumées en introduction par le général Watin-Augouard, marque par la régularité de sa montée en puissance, sa faculté d'adaptation, et le développement d'une vision prospective, dont témoigne notamment l'étude livrée par Benoît Habermusch sur le mandat de Jean-Claude Périer.

Au-delà de l'histoire politique, le centenaire de la direction conduit également à l'étude sociologique et foncière d'une institution, devenue corps à l'intérieur du corps, et que reflètent à la fois ses pérégrinations, suivies par le général Colin, son histoire symbolique étudiée par Sébastien Horner, et même ses fonds d'archives, labyrinthe dans lequel nous guide fort heureusement Aurélien Cubaynes.

La question, bien entendu, ne saurait être épuisée pour autant, et c'est comme une invitation à poursuivre les études qu'on lira ce dossier, en particulier en ce qui concerne les évolutions organisationnelles, le budget et le personnel d'une institution qui comptait à sa création une quinzaine de militaires répartis en trois bureaux, pour plus d'un millier aujourd'hui, structuré en directions et sous-directions.

Si le lieutenant-colonel Plique fut appelé à la tête d'une Arme fortement désorganisée par l'épidémie de grippe espagnole, c'est dans le contexte de la pandémie de COVID-19 que ce numéro fut en définitive conçu et réalisé. L'aide de chacun en a permis l'achèvement, et la rédaction remercie chaleureusement l'ensemble des contributeurs, de même que M. Jérôme Cornieux, M. Pierre Demaret et le commandant (RC) Laurent Helaine de leurs ressources documentaires.

Louis N. Panel

*Docteur en histoire - Conservateur du patrimoine
Rédacteur en chef*